

## REPONSE DE L'ASSOCIATION ALTERNATIVE MOBILE

### **Consultation publique de Décembre 2007 portant sur le projet de décision soumis à consultation publique précisant les méthodes de comptabilisation, de recouvrement et de tarification des coûts liés à la Portabilité des numéros mobiles en Métropole**

---

Alternative Mobile remercie l'ARCEP pour cette consultation et souhaite exprimer son accord avec la méthode d'évaluation des coûts telle que proposée dans le projet de décision.

Ainsi que rappelé par l'Autorité dans sa consultation, il est apparu, dans le cadre des négociations inter-opérateurs sur les conventions portant sur les droits et obligations des Parties dans le cadre de l'exécution de l'obligation de portabilité, un désaccord quant au niveau de rémunération au titre de ces prestations.

Ce désaccord s'est traduit par le refus de quelques opérateurs virtuels de téléphonie mobile de voir appliquer un niveau tarifaire similaire à celui pratiqué dans le cadre de la version 1 de la portabilité mobile. Ce refus était motivé par le fait que la version 2 de la portabilité prévoit la création du GIE EGP dont le rôle se substitue en partie à celui des opérateurs d'une part et d'autre part, les prestations liées à la portabilité à recouvrer auprès d'autres opérateurs doivent, en application des règles d'interconnexion, être facturées à hauteur de leurs coûts.

#### Sur le périmètre des coûts concernés

L'article 3 du projet de décision liste les coûts variables directement liés à la demande de portabilité, en application du principe d'efficacité économique.

Alternative Mobile n'a pas de commentaire spécifique sur ce point. En effet, parmi l'ensemble des coûts générés par la prestation de portabilité, il apparaît que les coûts listés représentent l'ensemble des coûts variables et directs du processus simplifié de portabilité.

Les autres coûts se rapportent au développement nécessaire à l'adaptation des systèmes d'information de chacun des opérateurs afin d'être en adéquation avec leurs obligations réglementaires. Ces coûts doivent être supportés par l'ensemble de l'activité de téléphonie.